

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU GYMNASE DE FLERS ET DE  
SES EQUIPEMENTS  
(Collège Jean Monnet)**

ENTRE

La commune de Flers ci-après dénommée « propriétaire de l'ouvrage » représentée par son Maire en exercice, M. Yves GOASDOUE, et agissant en vertu de la délibération du .....,

Le Département de l'Orne représenté par son Président, Christophe de Balorre, agissant pour le compte du Département en exécution de la délibération du 28 juin 2024, ci-après désigné « collectivité de rattachement »,

et le collège «Jean Monnet» de Flers représenté par son principal, M. Johnny MATHIEU, ci-après désigné «l'utilisateur»,

Il a été convenu ce qui suit :

**VU** la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de l'éducation et notamment son article L 212-15 ;

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles 2121-1 et suivants ;

**VU** la délibération du conseil municipal en date du .....

**VU** la délibération du conseil général en date du 22 novembre 2004 fixant la participation financière du département au fonctionnement des gymnases utilisés par les collégiens,

**VU** la décision de la commission permanente du 28 JUIN 2024 approuvant la convention de mise à disposition de gymnase en faveur des collégiens,

**VU** la décision du conseil d'administration de l'établissement scolaire du 19/11/24, autorisant M. le principal ou Mme la principale à signer la présente convention,

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques du propriétaire du gymnase de Flers, du collège « Jean Monnet » de Flers qui l'utilise et du Département de l'Orne, collectivité de rattachement de l'établissement.



Un exemplaire de la convention doit être renvoyé à la Direction de la jeunesse et de l'éducation – Bureau gestion administrative et politiques éducatives – hôtel du Département – 27 Bd de Strasbourg CS 30528 61017 ALENCON cedex, avec paraphe sur chaque page et signature, accompagné des attestations d'assurances prévues dans la convention.

## **ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION DES LOCAUX**

Le propriétaire de l'ouvrage met à disposition de l'utilisateur les locaux et équipements suivants (à détailler ci-dessous) :

Une aire multisports de 8.15 m<sup>2</sup>, une salle de sport à l'air de 6.97 m<sup>2</sup>, des vestiaires et sanitaires, un local matériel, un bureau, un terrain extérieur.

## **ARTICLE 3 : ENTRETIEN DES LOCAUX**

Le propriétaire de l'ouvrage prend à sa charge l'entretien et la maintenance du bâtiment et du matériel.

Il est précisé que les dépenses relatives aux différentes consommations de fluides (électricité, eau, chauffage ...) sont incluses dans la participation financière versée par la collectivité de rattachement.

## **ARTICLE 4 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT**

La participation financière de la collectivité de rattachement est fixée comme suit :

### **La 1ère année (2023-2024)**

Forfait de 3 000 €

### **La 2<sup>ème</sup> année (2024-2025)**

Forfait de 4 000 €

### **A partir de l'année scolaire 2025-2026**

Forfait de 5 000 €.

La collectivité de rattachement devra s'acquitter annuellement et en un seul versement de sa participation auprès de la commune de Fliers.



## **ARTICLE 5 : USAGE DES LOCAUX**

Le collège prend les locaux et équipements dans leur état actuel, déclarant avoir entière connaissance de leurs caractéristiques.

Préalablement à l'utilisation des locaux et des équipements, l'utilisateur prend connaissance des consignes de sécurité et des consignes particulières qui s'y rattachent ainsi qu'elles apparaissent aux différents règlements (règlement intérieur, d'utilisation ...) et s'engage à les appliquer.

Le collège :

- veille à user conformément à leur destination les locaux ;
- s'engage à prendre soin des locaux et du matériel confiés étant entendu que les dégradations inhérentes à ses faits devront faire l'objet d'une remise en état à ses frais exclusifs ;
- doit tenir compte des consignes de sécurité que la commune ou son personnel pourrait être amené à lui formuler ;
- assure l'installation et le rangement des matériels et équipements utilisés durant le créneau horaire autorisé ;
- doit signaler au propriétaire de l'ouvrage toutes détériorations ou défauts constatés ;
- ne pourra en aucun cas concéder à un tiers l'utilisation des locaux qui lui sont attribués ;
- s'engage à ne laisser pénétrer dans les locaux susvisés aucune personne étrangère à ses activités.

## **ARTICLE 6 : PANDEMIE**

En cas de pandémie, les professeurs et élèves devront respecter les consignes gouvernementales spécifiques pour lutte contre celle-ci ou les directives propres du gestionnaire du gymnase.

## **ARTICLE 7 : MODALITES D'APPLICATION**

En cas de modification des modalités financières, un avenant pourra être conclu entre l'ensemble des parties,

## **ARTICLE 8 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

Les activités de l'utilisateur se feront sous son entière responsabilité. La responsabilité du propriétaire de l'ouvrage ne pourra être recherchée en cas de pratique libre d'activités non encadrées, ainsi que dans le cas d'utilisation des locaux et des matériels non prévus par la présente convention.

En cas d'accident, la responsabilité du propriétaire de l'ouvrage ne saurait être invoquée que pour un défaut de maintenance des seuls et uniques installations ou matériels dont il a la garde.



Le collège contracte toutes les polices d'assurance liées à son activité. Il doit par ailleurs contracter une assurance « biens confiés » dans le cadre de sa responsabilité civile pour le mobilier et le matériel mis à sa disposition dans le cadre de la présente convention par le propriétaire de l'ouvrage.

L'utilisateur devra également assurer sa responsabilité d'occupant telle que définie aux articles 1302, 1732, 1733, 1734 et 1735 du Code Civil.

Toutefois, sous réserve que l'utilisateur et son assureur déclarent renoncer au recours qu'ils pourraient être fondés à exercer contre le propriétaire de l'ouvrage et son assureur, par application des articles 1719 et 1721 du Code Civil, ces derniers déclarent renoncer réciproquement au recours qu'ils pourraient être fondés à exercer contre eux par application des articles 1302, 1732, 1733, 1734 et 1735 du Code précité.

L'utilisateur fournira à ce titre chaque année au propriétaire de l'ouvrage une copie des polices d'assurances correspondantes avec, le cas échéant, une clause stipulant la renonciation à recours visée ci-dessus et ce, avant la première utilisation.

#### **ARTICLE 9 : INCESSIBILITE DES DROITS**

La présente convention est conclue intuitu personae, la collectivité de rattachement ne peut céder les droits en résultant à qui que ce soit (interdiction de sous-louer les lieux par exemple).

#### **ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa signature par les différentes parties. Elle sera ensuite renouvelée par reconduction tacite.

Chacune des parties pourra y mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception adressée 3 mois avant l'expiration de sa date d'échéance.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties, sans que l'une ou l'autre des parties puisse prétendre à indemnité.

Le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, pour un motif d'intérêt général ou en cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention. La résiliation sera effective à la fin du mois suivant la date de réception par la commune de la lettre recommandée avec accusé de réception pour mise en demeure et restée sans effet.

La commune se réserve le droit de résilier la présente convention, en cas de non-respect par le collège des clauses contractuelles ci-dessus définies. La résiliation sera effective à la fin du mois suivant la date de réception par le Département et le collège de la lettre recommandée avec accusé de réception pour mise en demeure et restée sans effet. Le collège ne pourra alors plus utiliser les locaux.





## ARTICLE 12 : LITIGES

Nonobstant les dispositions de l'article 11 précité, les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement. En cas d'échec, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal administratif de Caen s'agissant d'une convention comportant usage de dépendance du domaine public.

A Flers, le

Pour la commune,  
Le Maire

A Alençon, le 26 SEP. 2024

Pour le Département de l'Orne,  
Le Président

  
Christophe de BALORRE

A Flers, le

Pour le collège,  
Le Principal



